



Les congés de maladie et le SCC : **Le directeur parlementaire du budget** **contredit Tony Clement, une fois de** **plus**

Sick leave and CSC: **Parliamentary Budget Officer** **contradicts Tony Clement, again**

Le président du Conseil du Trésor Tony Clement continue de négocier sur la place publique les changements sur les congés de maladie dans le secteur public, mais encore une fois les données du directeur parlementaire du budget (DPB) contredisent les faits allégués par M. Clement.

Le mois dernier, le DPB a rendu publique une analyse concernant l'impact financier du programme de congés de maladie sur 20 ministères fédéraux, y compris le Service correctionnel du Canada (SCC). Le DPB concluait que le congé de maladie, parce qu'il n'est pas un coût supplémentaire, n'a pas d'effet réel sur les finances ou les opérations. Pour entraîner des coûts supplémentaires, une journée de maladie devrait coûter plus qu'une journée de travail.

Rappelez-vous que, en février dernier, le DPB avait également corrigé M. Clement, qui prétendait que les fonctionnaires fédéraux prenaient en moyenne 18,2 jours de congé de maladie par année. En fait, selon le DPB, la moyenne réelle est d'environ 11,5 jours, ce qui correspond à peu près à la moyenne du secteur privé.

Le DPB est chargé de soumettre au Parlement une analyse indépendante sur l'état des finances de la nation, les estimations du gouvernement et les tendances de l'économie nationale. Il estime aussi, à la demande d'un comité ou d'un parlementaire, le coût financier de toute proposition concernant des affaires sur lesquelles le Parlement a compétence.

Treasury Board President Tony Clement continues to negotiate in public over his government's planned changes to federal public sector sick leave provisions, but once again Mr. Clement's facts are being challenged by data from the Parliamentary Budget Officer (PBO).

Last month, the PBO released an analysis of the financial impact from the sick leave program on 20 federal departments, including Correctional Service Canada (CSC). The PBO concluded that sick leave, because it is not a supplementary cost, has no real impact on finances or operations. To incur supplementary costs, a sick day would need to cost more than a workday.

Recall that, last February, the PBO also corrected Mr. Clement when he claimed federal civil servants take an average of 18.2 days of sick days per year. In fact, according to PBO, the real average is about 11.5 days, about the same as in the private sector.

The PBO is charged with providing independent analysis to Parliament on the state of the nation's finances, the government's estimates and trends in the national economy. He also, upon request from a committee or parliamentarian, estimates the financial cost of any proposal for matters over which Parliament has jurisdiction.

Devant l'utilisation, par le président du Conseil du Trésor, des statistiques sur les congés de maladie à des fins partisans, le député du NPD Paul Dewar a demandé au DPB une analyse indépendante sur le coût des congés de maladie dans les ministères.

Non, M. Clement, nous n'abusons pas des congés de maladie!

Voici, en termes simples, les conclusions du DPB concernant les agents correctionnels :

- Nous prenons en moyenne 14,6 jours de maladie par année (moins que les 18 jours allégués par le Conseil du Trésor pour tous les fonctionnaires);
- Si les congés de maladie des agents correctionnels avaient un impact significatif, ils représenteraient un coût supplémentaire de 500 millions \$ ou plus;
- Les congés de maladie des agents correctionnels coûtent en fait 69,3 millions \$, ou 2,6 % de la somme de 2,6 milliards \$ dépensée par le SCC. Même si les coûts de remplacement des agents correctionnels étaient ajoutés, la dépense supplémentaire atteindrait seulement 7,2 millions \$.

Les dépenses de congés de maladie du SCC sont plus élevées que celles d'autres ministères, mais c'est une conséquence directe de la nature de notre travail.

Le DPB a noté que pour les employés du SCC « **les congés de maladie sont peut-être plus fréquents en raison de risques professionnels inconnus dans d'autres ministères (par exemple, les agents correctionnels chargés de garder les détenus courent des risques qui ne concernent pas les analystes de politiques qui travaillent dans un bureau) ».**

Nous comprenons que, en cette période préélectorale, le travail de M. Clement consiste à aider son gouvernement conservateur à demeurer au pouvoir, même si cela signifie présenter une fausse image d'un programme de congés de maladie qui est vital au bien-être de nos membres. Mais s'il réussit dans sa campagne de désinformation, nos membres en paieront le prix.

Au bout du compte, ce problème doit être réglé à la table de négociation. Nous tendons notre rameau d'olivier – et espérons que l'équipe de négociation de M. Clement au Conseil du Trésor engagera un dialogue sérieux sur les congés de maladie avec les gens qui risquent leurs vies pour protéger la sécurité publique.

Votre comité de négociation UCCO-SACC-CSN

Faced with the use of sick-leave statistics for partisan purposes by the Treasury Board president, NDP MP Paul Dewar asked the PBO for an independent analysis of sick leave costs among departments.

No, Mr. Clement, we don't abuse sick leave!

In simple terms, here are the PBO's findings regarding correctional officers:

- We take an average of 14.6 sick days per year (less than the 18 days claimed by the Treasury Board for all civil servants);
- If correctional officers' sick leave had a significant impact, it would represent an additional cost of \$500 million or more;
- Correctional officers' sick leave actually costs \$69.3 million, or 2.6% of the total \$2.6 billion spent by CSC. Even if the costs of replacing correctional officers were added, the additional expense would only reach \$7.2 million.

CSC sick-leave expenses are higher than those in other departments, but this is directly related to the nature of our work.

The PBO noted that CSC employees “**may have higher occurrences of sick leave due to occupational risks not found in other departments (for example, officers charged with guarding inmates in prisons as opposed to policy analysts working in offices).**”

We understand that, in this pre-election period, Mr. Clement's job is to help his Conservative government remain in power, even if this means misrepresenting a sick leave program that is vital to our members' wellbeing. But should he succeed in this distorted campaign, our members will pay the price.

In the end, this issue must be settled at the negotiating table. We extend our own olive branch – and hope that Mr. Clement's negotiating team at Treasury Board will engage in a meaningful dialogue on sick leave with the people who risk their lives to protect public safety.

Your UCCO-SACC-CSN bargaining committee